



Union for the Mediterranean  
Union pour la Méditerranée  
الاتحاد من أجل المتوسط



## Forum Méditerranéen de l'eau, Tunis, 5-7 février 2024 *Atelier de lancement, Valencia, Espagne, 18 octobre 2023-*

---

### NOTE DE CONCEPT

#### SESSION 5 « NOUVELLES SOURCES DE FINANCEMENT POUR L'EAU, SUIVI DE LA PERFORMANCE ET FINANCEMENT MIXTE »

*Pilote : Alain Meyssonnier*

*« Les sécheresses à répétition qui sévissent dans le Monde en général et en Méditerranée en particulier inquiètent de plus en plus les entreprises et leurs grands investisseurs, Wall Street porte de plus en plus d'attention aux risques posés par l'Eau pour les affaires, le commerce mondial et la performance des entreprises ».*

Des céréaliers qui s'appuient sur les agriculteurs, aux GAFA tel que Microsoft ou Amazon qui ont besoin d'un approvisionnement fiable en eau douce pour refroidir leurs Data Centers, en passant par les secteurs de l'alimentation, de l'énergie, des mines ou de l'habillement, autant d'activités économiques particulièrement vulnérables aux risques de manque d'eau, mais aucun secteur d'activité n'est à l'abri.

Les grands investisseurs en prennent note. Ces dernières années, les fonds souverains et les grandes institutions financières ont travaillé pour incorporer les risques liés à l'eau des entreprises dans leurs modèles de valorisation et de décision d'investissement.

« L'économie du XX<sup>ème</sup> siècle reposait sur l'abondance en eau douce, et nous n'en avons de moins en moins », affirme la responsable d'un de ces fonds... « Nous avons vraiment pris du retard sur l'eau et en tant que communauté d'investisseurs, nous devons réellement nous en inquiéter et faire plus ».

L'eau est intensément locale. Les inondations, la sécheresse, l'épuisement des aquifères ou les problèmes de qualité d'eau peuvent conduire à fermer des usines (entreprise de boissons) ou à étouffer les chaînes d'approvisionnement (agroalimentaire). Les droits d'utilisation d'eau vont être de plus en plus contraignants.

L'institut Méditerranéen de l'Eau a mené ces deux dernières années un certain nombre de conférences sur la thématique de la Finance de l'Eau. Cela l'a amené à rencontrer des groupes internationaux déjà investis pour faire face à ce nouveau risque « Water Risk » pour le maintien de leur activité.

On peut citer le Groupe OCP (Office Chérifien des Phosphates) au Maroc pour l'industrie minière, le Groupe DANONE dans l'agroalimentaire et la Cie d'assurance AXA. Pour ces trois groupes mondiaux, l'enjeu n'est pas de se contenter d'une action certes louable de RSE et/ou de mesure d'empreinte Eau, mais bien d'intégrer le risque Eau dans leur stratégie, jusqu'à la création de filiales dédiées pour l'OCP (OCP green Water) et AXA (AXA Climate).

## SESSION 5

Pour ces entreprises, l'association « Performance → Confiance → Finance » est une évidence, ce qui n'est pas toujours le cas pour la gestion des services publics de l'eau. Ces grands groupes avec leur stratégie qui englobe aujourd'hui le risque Eau, doivent servir de modèle aux services publics de l'eau dans les différents secteurs pour atteindre l'autonomie financière et les objectifs de développement durable liés à l'eau dont l'ODD6 à travers la confiance retrouvée de la part de l'ensemble des parties prenantes, ceci malgré les impacts climatiques.

Le financement de l'eau repose sur trois catégories de ressources (tarification, taxation, transfert) qui sont indissociablement liées. La réflexion doit également porter sur l'amélioration de la tarification des services de l'eau, d'assainissement et d'irrigation ainsi que sur les aides sociales, qui sont la base même du cercle vertueux performance → confiance → finance notamment pour assurer une bonne gestion des ouvrages sur le moyen et long terme.

La sécurité hydrique génère des externalités positives tant sur le plan économique que sur le plan environnemental et social. Le financement mixte en tant qu'approche structurante visant à mobiliser de nouveaux capitaux a désormais largement démontré son potentiel. Pourtant, trop peu de structures de financement mixtes d'envergure existent encore dans le secteur de l'investissement lié à l'eau. Gageons que l'engagement du secteur privé contraint par le risque Eau associé à une révision de la politique tarifaire permette de développer la Finance mixte au service du secteur de l'Eau, comme cela a été fait récemment entre l'OCP et la SFI pour le secteur des Energies Renouvelables au Maroc.

Du côté de la Demande, le secteur de l'eau a toujours moins séduit le financement commercial que ceux de l'énergie, des transports ou des télécommunications. Ceci est dû à la moindre capacité qu'on les projets d'infrastructures hydriques à générer des flux financiers nécessaires au remboursement de l'investissement de départ, principal et intérêt, et ce depuis toujours. Du côté de l'Offre, les Banques publiques de développement manquent généralement d'accès aux données exhaustives sur les projets EAU pourtant nécessaires pour évaluer correctement le risque lié au crédit et à la viabilité opérationnelle.

De la rencontre entre « Risque Eau » et « Risque Financier » peuvent naître des solutions de financement mixte jusqu'à présent ignorées ainsi que sur la nécessité d'adaptation des politiques tarifaires.

### Objectif de la session

Apporter une réponse et une suite au rapport du CME présenté à DAKAR 2022 en vue d'être présenté au 10WWF BALI 2024. Pour cela, nous souhaitons pouvoir disposer d'expériences déjà réalisées en Méditerranée, afin de connaître les succès et/ou échecs qui se sont produits et leurs causes, les questions qui restent à résoudre, ceci afin d'obtenir des messages clairs et bien fondés sur les critères qui devraient guider, à partir de maintenant, le processus de financement des projets.

### Format de la session

Un « Keynote speech » pour introduire la session 5 en présentant les limites actuelles de la Finance Mixte, cf. rapport du Conseil Mondial de l'Eau « La Finance Mixte au service du secteur de l'Eau » 9WWF Dakar mars 2022 et les opportunités offertes par le réveil des entreprises face au « risque Eau ».

Une table ronde, animée par l'UpM en présence de deux cas d'entreprises ou groupes mondiaux engagés dans la prise en compte du Risque Eau dans leur stratégie de développement aux côtés des deux représentants de banque de développement.

**Institut Méditerranéen de l'eau (IME)**

18/20 avenue Robert Schuman, 13002 Marseille (France) [www.ime-eau.org](http://www.ime-eau.org) – [info@ime-eau.org](mailto:info@ime-eau.org)